Échelles et territoires du salaire en Moselle au tournant des années 1944-1948

Scales and Territories as Wage Determinants in Moselle in 1944-1948

Laurent Erbs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiresmesure/4868>

DOI : 10.4000/histoiresmesure.4868

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 243-274

ISBN : 978-2-7132-2400-3

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Laurent Erbs, « Échelles et territoires du salaire en Moselle au tournant des années 1944-1948 », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVIII-2 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2016, consulté le 03 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiresmesure/4868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiresmesure.4868>

Laurent ERBS*

Échelles et territoires du salaire en Moselle au tournant des années 1944-1948

Résumé. Dès 1944, les autorités républicaines instauraient en Moselle les mesures de régulation des salaires. Ces dernières n'étaient nullement novatrices, mais s'appuyaient sur des méthodes utilisées par les gouvernements précédents. La fixation du salaire dépendait de sa position dans une hiérarchie et d'un abattement consécutif au découpage du territoire en zones de salaire. Ces zones faisaient varier son montant réel selon une segmentation géographique censée traduire le coût de la vie. Cependant, cette organisation ne faisait qu'attiser les antagonismes sociaux dans un immédiat après-guerre au cours duquel salaires et prix s'engageaient dans une spirale inflationniste.

Mots-clés. Régulation des salaires, immédiat après-guerre, zones d'abattement, conventions collectives, inflation

Abstract. Scales and Territories as Wage Determinants in Moselle in 1944-1948

As early as 1944, the republican authorities instituted wage regulation measures in the department of Moselle. These measures were by no means innovative, as they were based on methods used by the previous governments. Salary levels depended on workers' position in a hierarchy and an allowance resulting from the division of the territory into salary zones. These zones adjusted the real amount of the salary according to a geographical segmentation supposed to reflect the cost of living. However, this organization did nothing but fuel social antagonisms in the immediate post-war years, a period in which salaries and prices were caught in an inflationary spiral.

Keywords. Wage regulation, immediate post-war period, salary zones, collective agreements, inflation

* E-mail : laurenterbs@sfr.fr

Le 15 mars 1944, à l'occasion de la publication de son programme, la Résistance prévoyait un réajustement important des salaires, afin que la rémunération du travail salarié soit en mesure d'assurer au travailleur un niveau de vie décent¹. Cette orientation n'était pas nouvelle en soi, mais découlait plutôt d'un long processus considérant le salaire comme un point focal dans les négociations collectives, de façon concomitante avec le développement d'un « droit objectif » dont l'origine remonterait au XIX^e siècle². La « loi libérale de 1884³ », encadrant les politiques salariales, ouvrait peu à peu la voie de la codification ; les décrets Millerand du 10 août 1899 – relatifs aux marchés de l'État – prévoyaient quant à eux une clause assurant aux salariés des « salaires normaux⁴ ». Reconnues légalement depuis 1919⁵, les conventions collectives voyaient leur importance réaffirmée sous le Front populaire, qui consacrait le rôle de l'État par le biais des arrêtés d'extension⁶ : dès lors, la branche professionnelle deviendrait le cadre privilégié de la fixation de la paie⁷. Cette forme de régulation permettait de déterminer à l'avance les fourchettes de salaires selon le poste occupé dans une hiérarchie des métiers et de réduire la subordination économique du salarié à l'égard de son employeur, en l'encadrant par la loi.

Quoiqu'en proie à des contradictions révélant, pour François Sellier, les limites du pouvoir de l'État en face des forces sociales⁸, cette régulation publique paraissait nécessaire. Un auteur tel que François Simiand la considérait indispensable pour assurer le progrès économique à venir⁹, dans le sillage des Lumières et de la philosophie kantienne. Exprimant peut-être une idée similaire de progrès linéaire, Harold Butler préconisait, en 1930, de dépasser l'aspect *conventionnel* du salaire pour l'introduire dans la sphère de la politique économique¹⁰. La pensée qui animait alors le président du Bureau international du travail (BIT) suggérait l'édification d'un nouvel ordre international fondé sur le droit et la justice sociale, selon un idéal à nouveau proclamé par l'Organisation

1. O. WIEVIORKA & C. PROCHASSON, 1994, p. 299 *et sq.*

2. R. CASTEL, 2003, p. 544.

3. D. BAYON & L. FROBERT, 2002, p. 53-80.

4. M. BONNECHÈRE, 2002, p. 1-29.

5. C. DIDRY, 2008, p. 127-148.

6. C. OMNÈS, 2000, p. 353-369.

7. L. MACHU, 2011, p. 752.

8. Y. DELAMOTTE, 1962, p. 615-618.

9. L. FROBERT, 2010, p. 35-40.

10. E. LEE, 1994, p. 513-531.

internationale du travail le 10 mai 1944 à l'occasion de la « déclaration de Philadelphie »¹¹. L'immédiat après-guerre est ainsi une période charnière pour la structuration des relations professionnelles, et en particulier pour la régulation des salaires¹².

Cette année 1944 a une double signification pour la Moselle. En effet, dans ce département la tâche des libérateurs avait cette particularité qu'il fallait à la fois effacer les stigmates de l'annexion au *Reich* subie en 1940, et réinstaurer l'ordre républicain. Proclamation en sera faite le 15 septembre 1944. Cette réintégration politique sera suivie par la publication des premières grilles salariales. Elles anticiperont les arrêtés signés par Alexandre Parodi portant sur la « mise en ordre des salaires »¹³, introduits à partir du 15 mars 1945 en Moselle¹⁴. Si ces dispositions se référaient à une hiérarchie des salaires, son montant restait pondéré par le système des zones d'abattement de salaire, qui modulaient la valeur de celui-ci à la hausse, ou à la baisse, selon le lieu de travail. L'instauration de ce découpage du territoire intervint dès la libération de celui-ci¹⁵. Par conséquent, l'enchevêtrement de la grille salariale formulée par les arrêtés Parodi avec les abattements consécutifs aux zones de salaires conditionnait le montant réel de la rémunération versée au travailleur.

Cette dualité, véritable outil heuristique, interroge à la fois les conditions de sa mise en œuvre, mais également ses effets sur les protagonistes de la relation de travail. Dans cette perspective, la première partie de cet article s'attachera au contenu et aux modalités des dispositions prises par le législateur au regard de cette double dimension du montant de la rémunération de la force de travail (1) qui contribue à modeler les rapports de travail, dont il s'agira d'examiner le fonctionnement, pour en dévoiler les enjeux, dans le contexte d'un immédiat après-guerre marqué par la spirale inflationniste des salaires et des prix (2)¹⁶.

11. A. SUPLOT, 2010, p. 9.

12. J. SAGLIO, 2007, p. 53-73.

13. Archives Départementales de la Moselle (AD57), 628PER1945, Journal des débats du Conseil général de la Moselle.

14. *Idem*.

15. L'arrêté du 7 mars 1944 publié au *Journal officiel* du 15 mars 1944 entérine les zones d'abattement de salaires.

16. C. BACHELIER, 1996, p. 479-500.

1. La sortie de guerre ou « le retour des règles d'avant-guerre »

Les traces de l'Annexion

Les salaires français ont été introduits en Moselle par un ensemble d'arrêtés préfectoraux visant l'industrie et le commerce, selon le rythme de la libération du département : le 1^{er} octobre 1944 pour la rive gauche de la Moselle, et le 1^{er} février 1945 pour la rive droite¹⁷. Le 9 octobre 1944, Alexandre Parodi diligentait une enquête auprès des services du travail pour établir un état des lieux des salaires dans le département¹⁸. Les fonctionnaires mobilisés constatèrent des échelles de rémunérations étendues. Ce fut le cas notamment dans une activité stratégique telle que la sidérurgie. Si le régime des salaires en Moselle en vigueur au moment de l'Annexion était celui de la convention du 6 mai 1938, modifiée par les arbitrages Galliot et Crussard¹⁹, l'Occupant avait imposé une augmentation générale des salaires de plus de 80 % dès 1940²⁰. Cette décision était à l'opposé de celle prise dans les autres départements occupés²¹, où les paies avaient été bloquées notamment pour alimenter l'organisation Todt qui se targuait de proposer des salaires élevés aux ouvriers français²². En effet, cette dernière versait des paies quotidiennes de 100 francs à 120 francs à des manœuvres alors que des entreprises françaises, quant à elles, ne pouvaient donner que 80 francs à leurs spécialistes²³.

En Moselle annexée, les Allemands voulaient toutefois maintenir un niveau de consommation élevé. Grâce à cette politique, ils espéraient que les avantages matériels procurés à la population empêcheraient celle-ci de se retourner contre eux²⁴. L'objectif désigné était évidemment d'intégrer rapidement le département dans le *Gau Westmark*. D'autre part, cette augmentation générale des salaires était accompagnée de l'exonération d'une taxation spécifique de 40 % appliquée aux heures supplémentaires

17. AD57, 628PER1945, Journal des débats du Conseil général de la Moselle.

18. AD57, 11W34, Rapport de Lehmann, inspecteur divisionnaire adjoint du travail, novembre 1944.

19. *Idem*.

20. AD57, 11W34, ordonnance du 11 août 1940.

21. R. PAXTON, 1997, p. 414-415.

22. B. ZIELINSKI, 2003, p. 47-65.

23. A. LACROIX-RIZ, 1999, p. 550.

24. B. MEDDAHI, 1979, p. 55.

Figure 1. Salaires hebdomadaires des ouvriers mosellans en reichsmark (RM)

effectuées au-delà de la durée légale du travail, encore établie à 40 heures²⁵. Avec cette hausse de salaire supplétive, la voie était ouverte à la subversion de la législation sur la durée du travail. Effectivement, cette dernière atteindra rapidement 60 heures par semaine sous la *schlague* des Allemands. Quelques données d'archives permettent de reconstituer les salaires hebdomadaires de six catégories d'ouvriers versés durant l'Annexion²⁶. L'élaboration d'une hiérarchie salariale sur la base de la qualification et de l'expérience professionnelle est visible (Figure 1). Ainsi, l'amplitude entre le salaire de l'ouvrier spécialisé débutant et celui de l'ouvrier de classe exceptionnelle présente une valeur de 22,8 reichsmark. Le salaire moyen était quant à lui de 54,10 reichsmark, s'approchant de celui que percevait un ouvrier qualifié. Les salaires moyens maxima étaient obtenus en majorant ce barème de 10 %, tandis que la rémunération au rendement pouvait atteindre 115 % du salaire maximum.

La rémunération du personnel non ouvrier suggérait une conception différente dans son élaboration. En effet, dès les premiers mois de l'invasion, l'administration allemande voulait avantager les employés et les agents de maîtrise en leur offrant une rémunération supérieure à celle du

25. AD57, 11W34, Article 6, « Ordonnance concernant la fixation des salaires et des prix », *Bulletin officiel d'Alsace*, 19 mars 1941.

26. AD57, 11W34, Rapport de Lehmann, inspecteur divisionnaire adjoint du travail, novembre 1944.

Figure 2. Rémunérations hebdomadaires des employés en reichsmark (RM)

*Reich*²⁷, dans l'espoir d'attirer des colons allemands en Alsace-Lorraine²⁸ afin d'accélérer le processus de germanisation des territoires annexés²⁹. Le rapport établi en novembre 1944 par l'inspecteur du travail à Metz fait état de six groupes d'employés sans donner d'autres précisions quant à la nature du poste occupé (Figure 2). Ici, la rémunération la plus basse atteignait 120 *reichsmark* contre un maximum atteignant pratiquement le triple³⁰. Les effets de hiérarchie apparaissent accentués avec une amplitude supérieure au salaire moyen³¹. Est-ce l'un des effets d'une politique de colonisation élitiste menée par l'occupant ? Cette hiérarchie nous rappelle pour le moins que le régime nazi n'avait pas pour vocation première l'amélioration du niveau de vie du monde ouvrier³². On observe des rapports en faveur des employés qui passent de 2,7 au bas de l'échelle à 5,1, entre l'ouvrier de classe exceptionnelle et l'employé du sixième groupe. Le rapport moyen de 3,5 lèse les ouvriers. Néanmoins, une révision des salaires à la baisse était intervenue le 13 janvier 1944. En effet, le *Reichstreuhänder* avait mis au point des nouvelles échelles de rémunération pour la Moselle annexée. Celles-ci auraient dû entraîner une baisse des appointements pour les cadres, mais il semblerait que ces mesures soient restées lettre morte³³.

27. *Idem.*

28. B. MEDDAHI, 1979, p. 50 et sq.

29. D. WOLFANGER, 1982, p. 150.

30. La rémunération la plus élevée atteignait 340 *reichsmark*.

31. Amplitude : 220 *reichsmark* ; rémunération moyenne : 197 *reichsmark*.

32. S. SCHIRMANN, 1997, p. 21-28.

33. AD57, 11W34, Rapport de Lehmann, inspecteur divisionnaire adjoint du travail.

Dès la libération de la Moselle, les autorités françaises maintiendront la grille salariale allemande des ouvriers, tout en lui appliquant la réglementation du gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Cette dernière fit l'unanimité chez les employeurs et les salariés³⁴. D'autre part, il fallait aussi ajuster le montant du salaire, tel qu'il était versé par les Allemands, avec la monnaie et la législation françaises.

Toutefois, le passage du mark au franc posait des difficultés de conversion. Dès octobre 1944, l'administration française prit acte de frictions intervenues dans le nord-ouest du département. Par conséquent, il fallait trouver un taux de conversion pour que la population puisse acheter « les denrées de provenance française » en attendant la conversion officielle du 15 novembre 1944³⁵. Néanmoins, « l'harmonisation des salaires » eut raison de ce problème et la population ne semble pas avoir été pénalisée puisque les niveaux de salaires demeurèrent plus élevés en Moselle que dans les autres départements lorrains³⁶. Malgré la complexité technique liée au remplacement de la monnaie allemande³⁷, les pouvoirs publics estimaient qu'une augmentation générale des salaires de l'ordre de 30 % résultait de la mise en place de ces mesures en Moselle³⁸.

Permanences des divisions

Au fur et à mesure de la libération du territoire, le gouvernement provisoire majorait les salaires en appliquant les ordonnances des mois d'août et septembre 1944³⁹. La revalorisation du salaire de base de l'industrie houillère atteignait ainsi 66 %⁴⁰. Avec son intervention, l'exécutif reprenait simplement à son compte la législation salariale de Vichy, c'est-à-dire les pouvoirs de l'État dans la fixation des salaires et la politique de « remise en ordre des salaires »⁴¹. Le GPRF avait également conservé les principes d'élaboration des salaires mis en œuvre lors des négociations collectives qui avaient suivi les conflits sociaux de 1936⁴². Le monopole de la fixation des salaires que s'arrogeait l'État était compatible avec la politique active

34. *Idem.*

35. AD57, 11W39, Rapport moral et financier, CGT, 19-20 janvier 1946.

36. AD57, 11W34, rapport de l'inspection du travail, 1944.

37. P.J. SCHAEFFER, 1976, p. 83.

38. AD57, 11W5, Note au préfet, 10 juillet 1945.

39. L. MACHU, 2011, p. 749.

40. A. CHATRIOT, 2005, p. 70.

41. A.-S. BEAU, 2001, p. 360.

42. J. SAGLIO, 1986, p. 7-19.

de l'emploi nécessaire à la Reconstruction et à la stratégie industrielle qui l'accompagnait. L'ambition du général de Gaulle était de redonner à la France sa place de grande puissance mondiale, en la dotant d'une forte infrastructure industrielle susceptible de faire contrepoids à la puissance des États-Unis et de l'Union soviétique.

Dans ce contexte, la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) s'étaient prononcées pour un statut unique du sidérurgiste, régi par une convention collective nationale⁴³. Même si aucune suite concrète n'y fut donnée, la grille des salaires de cette industrie conservait son rôle moteur d'avant-guerre. Les 23 et 27 octobre 1944, les délégations patronales et ouvrières se réunirent pour la mise en œuvre de la grille concernée en Moselle⁴⁴. Les accords conclus alors fixent les bases de la rémunération des ouvriers de la sidérurgie du département. Peu de temps après, Marcel Rebourset, commissaire de la République de Metz, arrête, en novembre, la valeur des paies pour la partie libérée du département⁴⁵.

Les huit catégories professionnelles définies par les conventions collectives de 1936 et 1938 avaient été conservées, ainsi que la notion de « salaire minimum ». Cette notion, éloignée du sens interprofessionnel et général qu'elle a aujourd'hui, représentait davantage un taux d'affûtage, qui correspondait à « un minimum fixé par le marché du travail local, soit par des mesures étatiques ou professionnelles destinées à assurer un certain standard de vie à l'ouvrier »⁴⁶. Ce « salaire minimum », tel qu'on le concevait à la sortie de guerre, était fondé à la fois sur la condition physique mais aussi sur le genre. En effet, la réglementation mentionnait « un salaire en deçà duquel aucun "salarié adulte de sexe masculin et d'aptitude physique normale" ne pouvait être rémunéré »⁴⁷. Il incluait toute allocation ou majoration qui avait pu être accordée en application de la réglementation en vigueur au 16 juin 1940⁴⁸.

43. A. ABDELMOUMENE & B. FRIOT, 1996, p. 97.

44. AD57, 11W34, Réglementation des salaires des usines sidérurgiques de la Moselle, 4 décembre 1944.

45. AD57, 11W34, Arrêté préfectoral du 17 février 1945.

46. R. VILLEMÉR, 1947, p. 132.

47. AD57, 11W34, Arrêté préfectoral du 17 février 1945.

48. AD57, 11W5, Ministère de la Production industrielle et de la consommation, 10 avril 1945.

Figure 3. Salaires horaires des ouvriers de la sidérurgie mosellane en 1944

Ce salaire, supposé être un salaire-plancher, obéissait aux critères de la valeur professionnelle et de l'ancienneté⁴⁹. Dans le même temps, les salaires réels étaient fixés de telle manière que leur moyenne n'excède pas un montant moyen maximum, égal au salaire minimum de la catégorie professionnelle, augmenté de 20 % de sa valeur. La règle d'élaboration de cette grille conduit à une hiérarchisation des salaires, avec des variations comprises entre un écart-type et demi au bas de l'échelle, et deux écart-types, en haut de l'échelle de rémunération, par rapport à la moyenne du salaire proposé dans chaque grille (Figure 3).

Une première lecture montre un écart de 7,80 francs entre le salaire du manœuvre ordinaire et celui de l'ouvrier hautement qualifié. Les écarts seront plus importants pour les postes les plus qualifiés, par rapport au bas de l'échelle, et seront moindres entre les ouvriers spécialisés classés en catégories 2 et 3. La grille des ouvriers de la sidérurgie mosellane conservait une disposition spécifique qui se référait au salaire au rendement. On prévoyait l'alignement du salaire de l'ouvrier sur le niveau minimum en cas d'arrêt de la production pour des raisons indépendantes de sa volonté⁵⁰.

49. AD57, 11W5, Courrier du préfet de la Moselle aux maires du département, 25 juin 1945.

50. AD57, 11W34, Convention collective du 6 mai 1938, Réglementation des salaires des usines sidérurgiques de la Moselle, 4 décembre 1944.

D'autre part, et compte tenu des impératifs de production de l'après-guerre, les durées de travail hebdomadaires de 48 heures et 56 heures pour les feux continus, prévues par la loi du 25 mars 1941, furent maintenues, ainsi que le taux de rémunération des heures supplémentaires majoré de 10 %⁵¹.

Ces critères professionnels étaient complétés par celui du genre, la différenciation permettant de cacher les inégalités de pouvoir entre hommes et femmes⁵², comme en attestent les archives du service de l'Économie nationale à Metz. Le 17 février 1945, Marcel Reboursset arrête les rémunérations de la catégorie des employés administratifs et commerciaux pour la Moselle⁵³. On parle ici « d'appointements », et non de « salaires », ce terme étant réservé à la rémunération des ouvriers. Le document présente la répartition de onze emplois en trois catégories pour chacune des quatre zones d'abattement de salaire pour la main-d'œuvre féminine et masculine de moins de vingt ans révolus. Les appointements mensuels minima et les taux maximum étaient calculés sur la base d'une durée de travail hebdomadaire de 40 heures. L'article 5 de l'arrêté de février 1945 est explicite : la main-d'œuvre féminine verrait – à emploi équivalent – son salaire amputé d'un montant de 10 % par rapport à celui de son homologue masculin⁵⁴. Les salaires masculins de la première zone d'abattement allaient de 2 050 francs à 3 850 francs. En bas de la hiérarchie figuraient les emplois de garçon de bureau et d'huissier. Le mécanographe, le vendeur professionnel et l'employé d'approvisionnement occupaient une position médiane, percevant un appointement minimum mensuel de 2 750 francs. Enfin, l'emploi de comptable occupait le sommet du classement. L'écart-moyen entre les rémunérations genrées atteignait 286 francs. Les rémunérations – au féminin – des postes cités ci-dessus étaient respectivement de 1 840 francs, pour un emploi d'huissier, 2 470 francs pour une mécanographe et enfin 3 460 francs pour une comptable, soit une différence de 390 francs qui lui était défavorable. Avec l'examen des taux moyens, l'écart se creuse encore davantage. Il atteignait 435 francs pour un emploi de comptable, respectivement rémunéré 4 325 francs ou 3 890 francs selon le genre.

Malgré les différences de salaires entre hommes et femmes, la grille salariale montre la possibilité offerte aux femmes d'accéder à tous les postes, quel que soit leur niveau hiérarchique. L'image traditionnelle selon laquelle

51. AD57, 11W34, Convention collective du 6 mai 1938, Réglementation des salaires des usines sidérurgiques de la Moselle, 4 décembre 1944.

52. F. BRUGÈRE, 2012, p. 89-102.

53. AD57, 628PER1945, Journal des débats du conseil général de la Moselle.

54. AD57, 11W34, Arrêté préfectoral du 17 février 1945.

« l'OS [ouvrier spécialisé] est d'abord une femme »⁵⁵, semble évacuée au profit de perspectives de mobilité sociale devenues équivalentes à celles des hommes. Pourtant, le travail féminin demeurera un réel problème pendant l'après-guerre. Si Benoît Frachon voyait dans la main-d'œuvre féminine un inépuisable « réservoir de main-d'œuvre »⁵⁶, pour le Mouvement républicain populaire (MRP), au contraire, le travail féminin était une catastrophe⁵⁷. Il signifiait le foyer vide, l'enfant abandonné et délinquant, et à terme le divorce. L'enjeu fondamental était que les femmes restent au foyer, quitte à réaliser un travail à domicile, par exemple des travaux de couture, jugés conformes aux pratiques domestiques⁵⁸. Cette représentation perdure bien au-delà de l'après-guerre, adossée à des fondements juridiques bridant l'indépendance civile des femmes, comme le maintien, jusqu'en 1965, de l'autorisation de travailler donnée par le mari pour une femme mariée⁵⁹. Avec la prégnance de l'image traditionnelle de la femme au foyer, les fonctions sexuées du marché du travail sont maintenues malgré les avancées sociales de l'après-guerre⁶⁰. Les gouvernements successifs de cette période semblent bien n'avoir tout simplement pas de réelle politique de travail féminin en dépit des importants besoins en main-d'œuvre⁶¹, la puissance publique oscillant entre une politique de natalité forte et une politique de compensation de la pénurie de personnel.

Comment expliquer les différences de salaire entre femmes et hommes ? Les syndicalistes de la CFTC, marqués par le conservatisme du monde catholique⁶², considéraient qu'il fallait tenir compte de la force physique des femmes⁶³. Par conséquent, on estimait que le rendement féminin pouvait être inférieur à celui de l'homme. Pour la puissance publique, cette hypothèse justifiait l'infériorité du salaire des femmes⁶⁴. Dans sa volonté de contourner la politique de blocage des salaires établie au sein du Cabinet de Félix Gouin, Ambroise Croizat, alors ministre du Travail, tenta bien d'instituer la parité des salaires entre hommes et

55. A.-M. SOHN, 2002, p. 3-8.

56. B. BETHOUARD, 2009, p. 99-108.

57. C. DUCHEN, 1995.

58. M. MARTIN, 1987, p. 89-106.

59. S. SCHWEITZER, 2002, p. 21-33.

60. A.-M. SOHN, 2002, p. 3-8.

61. C. DUCHEN, 1995.

62. A. BEVORT, 2013, p. 49-79.

63. B. BETHOUARD, 2009, p. 99-108.

64. AD57, 11W5, Courrier du préfet de la Moselle aux maires du département, 25 juin 1945.

femmes à la fin du mois de janvier 1946⁶⁵. Cependant, malgré le décret du 30 juillet 1946, promulguant l'égalité du salaire entre femmes et hommes, les écarts entre les salaires féminins et masculins demeurent, et ne cessent de croître après 1946. Plus le poste occupé par l'ouvrière s'élève dans la hiérarchie des qualifications, plus la différence de salaire avec celui de son homologue masculin, est importante. Ainsi, en 1949, l'écart entre ouvrier spécialisé est de 2,20 francs, celui pour les ouvriers hautement qualifiés (OHQ) de 5,20 francs, au bénéfice de l'ouvrier masculin⁶⁶. Finalement, la vieille tradition, issue du capitalisme industriel, de démarquer le salaire féminin vers le bas, était maintenue⁶⁷.

Une vaste hiérarchie des salaires

La hiérarchie des salaires était fondée sur l'identification des emplois dans une grille de qualification. Ces classifications des métiers justifiant la hiérarchie des salaires ont été généralisées à la demande de la CGT au moment des négociations avec le patronat lors des conflits sociaux de 1936. Elles ont débouché sur l'élaboration des conventions collectives⁶⁸. Le certificat d'aptitude professionnelle (CAP) devint le fondement de la qualification dans ces accords, bien que le patronat privilégiait un modèle de qualification professionnelle informelle, soumise à la réussite de la période d'essai⁶⁹. En 1941, la Charte du travail proclamée par le régime de Vichy avait fait de l'échelle de rémunération liée à la personne, et du coefficient personnel, les principes de base du salaire⁷⁰. Cependant, ces derniers demeurèrent des vœux pieux en raison de l'inflation qui atteignait presque celle de l'Axe⁷¹. L'arrêté du 19 juin 1943 prévoyait en conséquence une révision des salaires par zone et par branche professionnelle⁷².

Avec les classifications promulguées par le ministre Parodi, le salarié employé avec une qualification reconnue bénéficiait d'un salaire ajusté à celle-ci, pour peu qu'elle fut exercée à son poste de travail. La spécialisation fonctionnelle assurait un niveau de rémunération spécifique. La hiérarchie ainsi conçue ajustait le montant du salaire minimum par catégorie

65. A. LACROIX-RIZ, 1983, p. 3-44.

66. AD57, BA 56, Documentation statistique régionale, Insee Nancy, 1952, p. 176.

67. J.-W. DEREYMEZ, 1995, p. 42.

68. P. FRIDENSON, 2009, p. 75-87.

69. C. OMNÈS, 2000, p. 353-369.

70. H. DUMEZ & A. JEUNEMAÎTRE, 1989, p. 87.

71. J.-F. ECK, 1996, p. 18.

72. *Ibidem*.

professionnelle. Un coefficient représentait la qualification qui était mesurée par des critères explicités tels que les connaissances, les diplômes et les qualités du travailleur⁷³.

En Moselle, les archives de l'inspection de l'Économie nationale de Metz révèlent l'existence d'une hiérarchie salariale comportant 187 coefficients échelonnés de « 20 » à « 600 »⁷⁴. Pour la zone de référence – le salaire sans abattement –, les salaires correspondants atteignaient respectivement 936 francs et 26 040 francs, soit près de 28 fois plus⁷⁵. À l'opposé, les salaires obtenus avec un abattement de 25 % ne seront plus que de 702 francs et 19 530 francs. Si le document demeure lacunaire quant à la définition des postes retenus dans cette grille, elle semble conçue sur le modèle de la hiérarchie des salaires parisienne⁷⁶. On attribue un coefficient 100 au manoeuvre dit « ordinaire »⁷⁷. Le salaire sans abattement de cet ouvrier attaché à l'exécution de travaux simples était de 4 686 francs. Cette somme demeurait inférieure au salaire médian qui, lui, atteignait 7 811 francs. L'application des zones d'abattement faisait valoir une différence de 1 171 francs entre un salaire de la zone de référence et celui perçu avec un abattement de 25 %. Un manoeuvre ordinaire y percevrait alors 3 515 francs⁷⁸.

L'évolution du salaire à la hausse devait accompagner l'ancienneté du travailleur. Celle-ci entrait en ligne de compte pour prévoir les augmentations successives de la rémunération, qui pouvaient s'échelonner par tranches successives de 5 %, par trois ans de présence dans la même entreprise, voire un ou trois mois après l'embauche. Dans le premier cas, et à cause de la construction d'une grille salariale fragmentée et composée de plusieurs paliers, les augmentations de salaires ne se répercutent pas de la même manière selon le poste occupé dans l'entreprise. Ainsi, l'augmentation atteindra 488,80 francs pour les cinq salaires positionnés au bas de la grille, alors qu'elle ne sera que de 86,71 francs pour les salariés embauchés selon les barèmes découlant des coefficients de la 113^e à la 164^e position⁷⁹. Le

73. J. SAGLIO, 2007, p. 187-206.

74. AD57, 11W34, Grilles de salaires horaires et mensuels, zones d'abattements de 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, sd.

75. *Idem.*

76. J. SAGLIO, 1986, p. 7-19.

77. AD57, 11W34, Rapport de l'union des syndicats des travailleurs et mensuels de la métallurgie de la Moselle, CGT, 4 mars 1947.

78. AD57, 11W34, Grilles de salaires horaires et mensuels, zones d'abattements de 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, sd.

79. AD 57, 11W34, Grilles de salaires horaires et mensuels, zones d'abattements de 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, sd.

passage d'un seuil dans la série en est l'explication. Enfin, la hausse sera plus conséquente après le changement dû au deuxième palier. Ce sera le cas pour les quatre postes situés dans la partie supérieure de la grille, pour atteindre 2 865 francs à son sommet. Dans cet ordre d'idées, les salariés classés dans les vingt-cinq derniers échelons les plus élevés bénéficiaient des hausses de salaires les plus importantes en cas de promotion.

Cette classification des salaires avait trouvé un consensus, à la fois chez les patrons et les ouvriers⁸⁰. Pour les premiers, la classification relevait d'une démarche pragmatique qui reconnaissait les situations existantes, et les syndicats ouvriers la soutenaient parce qu'elle comportait un énoncé de principe justifiant la reconnaissance des diplômes et des compétences⁸¹.

Les zones d'abattement de salaire

La régulation des salaires mise en place à la Libération instaurait le découpage du territoire en « zones de salaires » appelées aussi « zones d'abattement », selon les termes utilisés dans les sources consultées. Cette partition géographique différenciait le montant du salaire selon des critères socio-géographiques. Toutefois, cette dernière ne constituait pas une réelle rupture avec des mesures antérieures ; au contraire elle systématisait sur tout le territoire les zones de salaires, que seules quelques conventions régionales avaient mises en place avant la guerre⁸². Le texte de base de l'accord du 12 juin 1936 de la métallurgie parisienne confirmait la pratique des zones d'abattement de salaires⁸³. Vichy maintint ce principe en scindant le territoire français en six zones territoriales⁸⁴. Après-guerre, les arrêtés des 10 et 24 avril 1945 délimitaient les zones de salaires et fixaient les abattements de zones. Toutefois, leur filiation déborde les mesures prises par le Front populaire. En effet, le premier arrêté se réfère à la décision du ministère de l'armement du 17 février 1917⁸⁵ et le second s'inspire des arrêtés Bichelonne du printemps 1944⁸⁶.

Si le maintien des zones de salaires, au motif de traduire les écarts de coûts de la vie entre la ville et la campagne, plaidait pour un ajustement

80. J. SAGLIO, 2003, p. 1-17.

81. *Ibidem*.

82. L. MACHU, 2011, p. 752.

83. J. SAGLIO, 1986, p. 7-19.

84. A.-S. BEAU, 2001, p. 353.

85. *Ibidem*.

86. L. MACHU, 2011, p. 752.

concomitant des rémunérations, il a néanmoins révélé de forts contrastes. La ventilation des salaires était établie en conséquence des zones d'abattement. Leur valeur dépendait de la qualification de la main-d'œuvre classée en catégorie et en tranches, puis elle subissait un abattement, qui lui-même était fondé selon l'estimation du coût de la vie en vigueur dans chaque zone de salaire. Les abattements de zone étaient à effectuer sur la base des salaires de la région parisienne⁸⁷. En 1945, l'étalon de mesure restait le salaire minimum de vingt francs versé à un « manœuvre ordinaire » parisien⁸⁸.

En février 1945, le territoire de la Moselle était découpé en quatre zones de salaires, répertoriées selon les termes de l'archive : en zone 3, zone 4, zone 5 et 6⁸⁹ (Figure 4). Les abattements appliqués y étaient de 12 %, 15 %, 20 % et 25 % par rapport à l'équivalent-salaire parisien. Les fluctuations alors subies par les paies affectèrent dans les mêmes proportions les salaires moyens mensuels départementaux et à ce titre les allocations familiales⁹⁰. La ville de Metz et quelques communes de sa banlieue étaient classées en zone 3 car on estimait que le coût de la vie y était supérieur aux autres communes du département.

Les écarts de rémunération pouvaient atteindre près de 18 % pour le salaire versé à un travailleur messin et celui d'un autre salarié domicilié dans une commune limitrophe qui, elle, serait classée en zone 6. Les répercussions de ces différences d'appointement sont plus sensibles dans les métiers les moins qualifiés (garçon de bureau, huissier) que dans les postes les mieux rémunérés, tels que les comptables de l'industrie. Toutefois, les différences entre les salaires se tassent lorsqu'on les examine à travers la lunette des écarts entre les zones d'abattement. Ils chutent à moins de 10 %, avec toutefois des intervalles qui passent en moyenne à 7,80 %, entre la deuxième et la troisième zone d'abattement. Face à des cas de figure parfois aberrants – des différences de salaire entre communes contiguës – une première tentative d'homogénéisation sera recherchée dès le mois de mai 1945. Elle aboutit à un redécoupage du département de la Moselle en trois zones d'abattement de salaire.

Avec le nouveau découpage, les salariés de la première zone subissent un abattement de salaire de 17 % par rapport au salaire parisien. Le préfet

87. AD57, 244W2, Lettre du secrétariat d'État au travail, 6 juin 1945.

88. J. SAGLIO, 1986, p. 7-19.

89. AD57, 11W34, Salaires dans les industries des métaux.

90. AD57, 11W34, Article 14 du décret-loi du 29 juillet 1939, dit « Code de la famille et de la natalité française ».

Figure 4. Répartition des appointements des employés dans le département de la Moselle en février 1945 par catégorie et par zone de salaire (valeur en francs)

recommandait de se référer au taux horaire du manœuvre ordinaire de la capitale, de 20 francs de l'heure, pour calculer celui des ouvriers messins, tributaires de l'abattement de 17 %, sur la base minimum de 16,60 francs pour la période du 15 mars au 31 mai 1945⁹¹.

Les trois autres zones de salaires seront fusionnées en deux partitions avec des abattements respectifs de 26 % et 33 %⁹². Comme le dévoile la carte proposée (Figure 5), le fil conducteur de la partition en zones reste celui de l'urbanisation conjugué à l'industrialisation. En effet, les communes marquées sur la carte représentent les zones de peuplement importantes ou

91. AD57, 11W5, Courrier du préfet de Moselle, 25 juin 1945.

92. AD57, 11W34, Lettre du préfet au ministre du Travail, 6 juin 1945.

Figure 5. *Les trois zones de salaire en Moselle en juin 1945*

industrielles. La première zone est située à l'ouest du département. Elle est composée des communes de l'agglomération messine et de celles du bassin sidérurgique de la vallée de la Moselle et de ses affluents. Les principales communes du bassin minier frontalier à la Sarre sont classées avec quelques petites villes dans la deuxième zone. Par conséquent, toutes les petites localités de Moselle composent la troisième zone d'abattement de salaire. Toutefois, ce nouveau découpage ne résolvait en rien le pesant problème dû à l'irréversibilité de cette partition du territoire.

2. Entre négociations et conflits

Les salaires tirés vers le bas

Avec l'idée d'une « remise en ordre des salaires »⁹³, les pouvoirs publics ont utilisé la notion de salaire-plancher, c'est-à-dire un minimum considéré comme vital, pour élaborer les grilles salariales. Leur dessein

93. A. LACROIX-RIZ, 1983, p. 3-44.

était d'éliminer les très bas salaires, tout en conservant une démarche d'évaluation de ceux-ci en fonction des capacités de travail. Au mois de novembre 1944, Marcel Reboursset en rappelle les termes dans un arrêté préfectoral :

« Les salaires horaires minima sont ceux au-dessous desquels aucun ouvrier, d'aptitude physique normale, âgé de 20 ans révolus, travaillant avec un rendement normal, ne pourra être rémunéré. »⁹⁴

Dans le cas de l'embauche d'un ouvrier de capacité physique inférieure à la norme, une baisse de salaire qui ne pouvait excéder 20 % du salaire minimum était tolérée⁹⁵. En miroir de ces limites inférieures, on prévoyait le plafonnement des salaires, défini par le salaire maximum individuel.

Celui-ci variait en fonction du salaire d'embauche et des augmentations de salaires prévues après un mois, puis trois mois d'ancienneté⁹⁶. L'équation⁹⁷ qui permet de rendre compte de ce mécanisme indique qu'à chaque fois que le salaire proposé à l'engagement augmente d'un franc, le salaire maximum individuel augmente de 1,21 francs. Ce principe montre que le salaire maximum augmente plus vite au fur et à mesure que l'on occupe une position élevée dans la grille salariale (Figure 6). En revanche, l'ancienneté n'a que peu d'influence sur ce salaire maximum⁹⁸. Le mécanisme en est le suivant.

Les salaires d'embauche étaient considérés comme des salaires minima. Pendant les deux mois suivant l'embauche, le salaire individuel ne pouvait être inférieur à 104 % du salaire minimum de la catégorie, ou de l'échelon, ou de l'emploi. À partir du quatrième mois, le salaire individuel ne pouvait être inférieur à 108 % du minimum de la catégorie. Pourtant, l'augmentation de salaire après un mois d'ancienneté n'a qu'une faible incidence (0,2 centime) et devient supérieure au franc à la moitié de la série.

94. AD57, 11W5, Arrêté préfectoral du 26 novembre 1944.

95. AD57, 11W, Ministère de la Production industrielle et de la communication, 16 avril 1945.

96. AD57, 11W34, Grilles de salaires horaires, zones d'abattements de 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, sd.

97. Il s'agit d'une régression linéaire multiple prenant en compte trois variables : le salaire à l'embauche (X_1), le salaire après un mois (X_2), puis le salaire après trois mois d'ancienneté (X_3). Le calcul des coefficients d'ajustement montre des résultats proches de l'unité, et un test F d'analyse de la variance hautement significatif. Ce qui laisse à penser que l'essentiel de la variabilité des données est expliqué. L'équation d'ajustement est donnée par : $Y = 1,213X_1 + 0,002X_2 + 0,099X_3 - 0,004$. Le modèle est calculé d'après les grilles de salaires horaires fournies dans le cadre des zones d'abattements de 10 %, 15 %, 20 %, 25 %.

98. AD57, 11W34, « Loi du 29 juillet 1946 », *Journal officiel* n° 176.

Figure 6. *Tendance des salaires*

L'augmentation après trois mois est inférieure à dix centimes par franc augmenté. Ce mécanisme ne fait que conforter le rôle moteur joué par la qualification dans la détermination de la valeur du salaire.

Toutefois, il était rare que les paies atteignent le plafond de salaire, correspondant à un taux de 132 %⁹⁹. Bien au contraire, la réalité montre une pratique patronale tirant les salaires vers le bas. Celle-ci provoqua l'intervention d'Ambroise Croizat, en décembre 1945, peu de temps après son accession au poste de ministre du Travail. Dans une lettre adressée aux inspecteurs régionaux du Travail, il vilipende les entreprises qui auraient tendance à rémunérer leurs salariés sur la base des salaires minima¹⁰⁰. Le ministre écrit :

« Mon attention a été attirée sur le fait que, dans de nombreuses entreprises, les employeurs ont tendance à n'appliquer à leur personnel que les salaires minima prévus par les arrêtés de mise en ordre des salaires. »

Il rappelle la nécessité de tendre, « pour la moyenne des salaires », vers les maxima prévus, sans que cette application des arrêtés n'ait de conséquences sur la fixation des prix de vente des produits vendus par les entreprises¹⁰¹.

99. AD57, 11W34, d'après : Grilles de salaires horaires, zones d'abattements de 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, sd.

100. AD57, 11W5, Circulaire TR109, 19 décembre 1945.

101. *Idem*.

Cette position le mettait en porte-à-faux avec le gouvernement¹⁰², pour qui la maîtrise de l'inflation passait par le blocage des salaires, à une époque où la hausse des prix atteignait 55 % par an entre 1945 et 1948¹⁰³. La déclaration du 21 janvier 1947, prononcée par Paul Ramadier à l'Assemblée nationale s'approprie totalement la politique de blocage des salaires, devenue la seule échappatoire possible à l'inflation¹⁰⁴ :

« Le relèvement sérieux et réel du standard de vie des classes laborieuses ne peut être obtenu que [...] par un abaissement progressif et coordonné du coût de la vie. [...] L'expérience a prouvé que [...] toute augmentation des salaires était suivie d'une augmentation encore plus forte des prix [...] le gouvernement n'accordera ni hausse de salaire, ni échelle mobile. »¹⁰⁵

Malgré la fermeté de l'exécutif, Robert Schuman faisait état d'un marché noir des salaires : patrons et ouvriers s'entendaient, contre le gré de l'État, sur des salaires supérieurs à ceux autorisés¹⁰⁶.

En 1947, le gouvernement maintenait sa proposition de salaire de base à 7 000 francs. Celle-ci était alignée sur la proposition de « salaire minimum vital » proposé par la CGT¹⁰⁷. La CFTC surenchérisait à 9 000 francs¹⁰⁸. Face aux positions des centrales ouvrières, le Conseil national du patronat français (CNPF) se proposait de fixer le salaire de base compris dans une fourchette allant de 6 800 à 7 500 francs¹⁰⁹. Le gouvernement estimait que la baisse des prix passait par une baisse des coûts de production, ou tout au moins par une stabilisation de ces derniers grâce au blocage des salaires. Cette orientation était partagée par le CNPF, qui, par la voix de G. Loye, directeur général de la Fédération nationale des fabricants de chaux et ciments, insistait auprès de ses adhérents industriels afin qu'ils respectent la politique gouvernementale de blocage des salaires¹¹⁰. Les centrales syndicales ouvrières protestèrent. En Moselle, l'Union départementale des

102. A. LACROIX-RIZ, 1983, p. 3-44.

103. M.-P. CHÉLINI, 2004, p. 1-9.

104. AD57, Discours de Paul Ramadier à la séance de l'Assemblée nationale du 21 janvier 1947, *L'Année politique, année 1947*, Paris, Éditions du Grand Siècle, 1948, p. 6.

105. AD57, 11W34, Déclaration gouvernementale du 21 janvier 1947.

106. AD57, 34J35, Robert Schuman, *L'État contemporain dans la vie économique et sociale*, Bruxelles, 8 novembre 1947.

107. V. AURIOL, 1970, p. 100.

108. *Ibidem*.

109. *Ibidem*.

110. AD57, 11W34, Document confidentiel de la Fédération nationale des fabricants de chaux et ciments, 6 mars 1947.

travailleurs mensuels de la métallurgie (CGT), qui en 1947, demanda auprès de la chambre syndicale de la sidérurgie la réunion d'une commission paritaire, se vit opposer une fin de non-recevoir car la chambre patronale estimait qu'il n'était pas en son pouvoir d'accorder une augmentation¹¹¹, qui serait, en tout état de cause, contraire aux décisions gouvernementales¹¹². La délégation patronale se référait ainsi systématiquement à la position de l'exécutif pour opposer un refus d'augmentation de salaires lors des réunions paritaires. Exceptionnellement, le patronat pouvait admettre le principe d'une augmentation des salaires les plus bas, à titre de seul compromis.

Face à l'intransigeance patronale, la CGT sollicita Louis Tuaillon, le nouveau préfet de la Moselle, pour une demande d'arbitrage du ministère. Le 14 mars 1947, le haut fonctionnaire communiqua les revendications de salaires du syndicat des ouvriers métallurgistes, au ministre du Travail, en soulignant la vie matérielle difficile des ouvriers rémunérés d'après la partie basse des grilles salariales¹¹³. Parmi les revendications du syndicat figurait la généralisation du salaire moyen maximum¹¹⁴ à toutes les catégories d'ouvriers¹¹⁵. En effet, la loi prévoyait que les taux maxima moyens, par catégorie professionnelle, échelon ou emplois seraient fixés à 115 % des taux définis comme minima. Ambroise Croizat renvoya l'affaire à l'échelon régional¹¹⁶, et un accord fut trouvé à l'occasion de la réunion de la commission paritaire le 30 mai 1947 à Metz¹¹⁷. Néanmoins, le ministre confirma que toute augmentation de salaire, hormis pour les plus bas, était impossible en raison de la législation. Cependant, les mesures de blocage ne s'opposaient pas à ce que la réglementation en vigueur permette une revalorisation du salaire moyen maximum des ouvriers. Aussi, la convention signée permit de mettre en conformité les taux de salaires des manœuvres, avec les dispositions prévues par Ambroise Croizat et François de Menthon, alors ministre de l'Économie nationale, dans la loi du 29 juillet 1946 portant sur les relèvements des salaires¹¹⁸.

111. AD57, 11W39, Procès-verbal de la réunion paritaire, 12 février 1946.

112. *Idem*.

113. *Idem*.

114. *Idem*.

115. AD57, 11W34, Courrier de Louis Tuaillon à destination du ministre du Travail, 14 mars 1947.

116. AD57, 11W34, Courrier d'Ambroise Croizat, au directeur départemental du Travail et de la main-d'œuvre, 4 avril 1947.

117. AD57, 11W34, Accord paritaire du 30 mai 1947.

118. AD57, 11W34, « Loi du 29 juillet 1946 », *Journal officiel* n° 176.

« *L'injustice des zones* »

Si en 1944, la mise en place des zones d'abattement relève d'une démarche d'adéquation du montant du salaire avec le coût de la vie, la contestation de leur bien-fondé révèle un enjeu fondamental, celui des variations du montant des salaires devenues inappropriées au regard de l'évolution du coût réel de la vie. Les écarts entre la normalisation des salaires par l'attribution d'un coefficient de zone et le coût de la vie donnèrent naissance en 1951 à l'expression : « les prix montent par l'ascenseur et les salaires par l'escalier »¹¹⁹.

Les arrêtés d'avril 1945 délimitant les zones d'abattement entraînèrent immédiatement des ajustements pour réduire les écarts de salaires entre les différentes zones. Le nombre de zones de la région parisienne fut réduit à quatre, ramenant l'écart extrême entre ces zones de 33 % à 25 % ; en province la même opération conduisit à réduire l'écart extrême entre la dernière zone et la première zone de la région parisienne de 40 % à 30 %¹²⁰. Le 26 mai 1945, le gouvernement avait admis le nivellement des conditions de vie entre Paris et la province, à la suite de la réunion des secrétaires généraux pour les affaires économiques organisée au ministère de l'Économie nationale¹²¹. Le 20 juillet 1945, un nouveau décret était publié¹²². Il prévoyait un éventail de trois ou quatre zones d'abattements par département. Bien que la géographie des zones ne fût pas précisée pour la Moselle, le texte y serait là aussi applicable¹²³. Sa mise en œuvre donna lieu à 53 réunions des commissions paritaires dans le département, auxquelles les organisations syndicales les plus représentatives, CGT, CFTC, AEPM (association des employés), assistèrent régulièrement¹²⁴. Bien que très fragmentées, les quelques archives disponibles sur ce sujet font état de réajustements réguliers s'efforçant de conjuguer les contradictions entre un coût de la vie réel et un autre supposé par le découpage administratif du territoire en zones de salaires.

119. AD57, intervention de M. Loison en novembre 1951, *Journal officiel des débats*, 19 décembre 1951, p. 3053.

120. AD57, 26W180, « Les zones de salaires », *Notes et études documentaires*, La Documentation française, 25 avril 1951, n° 1470.

121. AD57, 11W46, Procès-verbal de la réunion des secrétaires généraux pour les affaires économiques, ministère de l'Économie nationale, 26 mai 1945.

122. AD57, *Journal officiel*, 20 juillet 1945, p. 4473 et sq.

123. *Idem*.

124. AD57, 628PER1945, *Journal des débats* du Conseil général de la Moselle.

En 1948, face à l'incohérence des zones d'abattement, Daniel Mayer, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, envisagea la création de commissions départementales chargées de réviser le classement des communes de chaque département afin d'établir des zones d'abattement de salaires en phase avec la réalité du terrain¹²⁵. L'évaluation du coût de la vie serait faite à partir du budget familial établi pour une famille-type de quatre personnes comportant les dépenses de nourriture et les dépenses de chauffage, éclairage, loyer, vêtements et transports¹²⁶.

Cette démarche ministérielle venait à point nommé après les augmentations des prix du mois de février 1948¹²⁷. Selon Louis Perillier, préfet de la Moselle, cette initiative avait une importance « de tout premier ordre dans le département »¹²⁸ car les tentatives d'homogénéisation des salaires par le biais du nivellement des zones d'abattement appartenaient également au catalogue des revendications ouvrières¹²⁹. Avec l'influence de la CGT, qui revendiquait 5,8 millions d'adhérents en 1946¹³⁰, les conflits sociaux atteignaient une dimension nationale. Les grèves de 1947, en particulier de la fin d'année, sont éloquentes à ce sujet. Il suffit de songer à l'ampleur du mouvement : 82 % des mineurs de fer en grève, 60 % des sidérurgistes, et 72 % de l'effectif des mines de charbon¹³¹. Les Renseignements généraux de Metz fixent le début des grèves au 22 novembre 1947 dans les Charbonnages de Moselle. Le mouvement aurait fait tache d'huile pour gagner la métallurgie et les mines. Dans le climat de la guerre froide, Jules Moch n'hésita pas à utiliser l'armée pour maintenir l'ordre¹³². Le ministre dénonça avec vigueur les desseins politiques d'un PCF à la « solde de Moscou »¹³³, jugé comme l'instigateur de ces grèves dites « insurrectionnelles ». Outre la dimension politique de ces conflits sociaux, la revalorisation des salaires restait une revendication forte dans cet immédiat après-guerre. Le ravitaillement demeurait un réel problème, surtout pour les budgets ouvriers

125. Archives Municipales de Sarreguemines (AMS), 6F11, Lettre du préfet de la Moselle, 30 mars 1948.

126. AMS, 6F11, Lettre du préfet de la Moselle, 30 mars 1948.

127. AD57, 121PER49, *L'année politique*, Paris, Éditions du Grand Siècle, 1949.

128. AMS, 6F11, Courrier du préfet, 6 avril 1948.

129. AD57, 92J25, Jean-Marie Conraud, les grèves de 1948 à 1977.

130. D. ANDOLFATTO, 2013, p. 17-48.

131. AD57, 151W149, Lettre de Roos, 28 novembre 1947.

132. AD57, 4MI147/19, *Le Républicain Lorrain*, 28 novembre 1947.

133. Jules Moch, « Le communisme et la France », discours prononcé à l'Assemblée nationale, 16 novembre 1948, Centre virtuel pour la connaissance de l'Europe, <http://www.cvce.eu/viewer/-/content/bfad8da9-065e-480e-a664-0803cee9480b/fr>.

consacrés jusqu'à 80 % aux dépenses alimentaires¹³⁴. Ce signe de pauvreté entraînait parfois des actions mêlant désespoir et violence. Ainsi, à Longwy en 1948, la résidence du directeur général de l'usine Senelle-Maubeuge fut prise d'assaut par un cortège de femmes, voulant le jeter dans le gueulard d'un haut-fourneau¹³⁵.

Le 25 novembre 1947, Louis Perillier organisait des entretiens avec les organisations syndicales de Moselle. Le lendemain, le préfet de la Moselle annonçait à la presse que le gouvernement délibérait d'une « légitime revalorisation du pouvoir d'achat » qui s'avérerait indispensable « en présence des difficultés quotidiennes de l'existence qui sont sérieuses pour la classe ouvrière et les économiquement faibles »¹³⁶.

La reprise du travail s'effectue dans les usines sidérurgiques de la Moselle à partir du 3 décembre 1947¹³⁷, devant de quelques jours l'appel à la reprise du travail du 9 décembre, lancé par Benoit Frachon. Au terme de la grève, les sidérurgistes lorrains obtiennent un « salaire minimum vital » de 10 500 francs fixé au 1^{er} décembre 1947, et une augmentation des allocations familiales de 22 %¹³⁸. Toutefois, bien que les grèves aient conduit à la satisfaction de certaines revendications de salaires¹³⁹, la garantie du pouvoir d'achat n'a pas été obtenue¹⁴⁰. En effet, le début de l'année 1948 avait vu la remise en liberté totale ou surveillée de deux tiers environ des secteurs de l'économie¹⁴¹. La confrontation entre le dirigisme et la liberté économique, qui s'est faite au profit de cette dernière, aurait provoqué une envolée des prix de 20 % à 25 %, dès les premiers mois de 1948¹⁴², sans que les hausses de salaires intervenues au 31 décembre 1947 et au 19 janvier 1948 ne puissent réellement la compenser¹⁴³.

134. X. VIGNA, 2012, p. 166.

135. D. ANDOLFATTO & D. LABBÉ, 1998, p. 134.

136. AD57, 151W149, Communiqué à la presse. Préfecture de la Moselle, 26 novembre 1947.

137. AD57, 4MI147/19, *Le Républicain Lorrain*, 4 décembre 1947.

138. AD57, 76J1, Rapport d'activité, congrès ordinaire de l'UD-CGT, 12 juin 1949.

139. AD57, 76J1, Rapport d'activité de la commission administrative, Congrès de l'UD des syndicats confédérés de la Moselle, 12 juin 1949.

140. R. BOURDERON, 1995, p. 236 *et sq.*

141. AD57, 11W13, Rapport du service du contrôle économique du département des Vosges du 1^{er} trimestre 1948.

142. *Idem.*

143. F. SARAMITO, 1948, n° 1.

L'écart entre le montant de la paie et le coût de la vie s'aggravait à la suite du gel des salaires imposé de concert par le patronat et le gouvernement. Le régime des zones d'abattement de salaire ne fit qu'accentuer les difficultés des salariés. À cet égard, en recourant à un indicateur simple¹⁴⁴, la comparaison¹⁴⁵ du temps de travail nécessaire à un ouvrier payé au salaire minimum¹⁴⁶ pour acheter les produits de première nécessité est éclairante (Tableau 1). Les différences exprimées sont de l'ordre de quelques minutes, par exemple pour l'achat de pommes de terre ou de lait, mais peuvent atteindre plusieurs dizaines de minutes pour les haricots, voire dépasser l'heure pour un produit devenu rare, tel que le beurre.

Tableau 1. *Temps de travail nécessaire pour l'achat de produits alimentaires selon les zones de salaire*

	Zones	Zone à 15 %	Zone à 20 %	Zone à 25 %
	<i>Salaire brut horaire</i>	44,63 F	42,00 F	39,38 F
	<i>Salaire horaire net</i>	40,39 F	38,01 F	35,63 F
	<i>Prix au Kg</i>	<i>Temps de travail</i>		
Pain	27,00 F	0 H 40 min	0 H 43 min	0 H 45 min
Beurre	377,00 F	9 H 20 min	9 H 55 min	10 H 35 min
Lait	21,00 F	0 H 31 min	0 H 33 min	0 H 35 min
Fromage du pays	165,20 F	4 H 05 min	4 H 21 min	4 H 38 min
Café pur	166,00 F	4 H 07 min	4 H 22 min	4 H 40 min
Pâtes en vrac	39,40 F	0 H 59 min	1 H 02 min	1 H 06 min
Haricots blancs	210,00 F	5 H 12 min	5 H 31 min	5 H 54 min
Riz	56,00 F	1 H 23 min	1 H 28 min	1 H 34 min
Pommes de terre	13,00 F	0 H 19 min	0 H 21 min	0 H 22 min

Si les syndicalistes se mobilisaient pour remettre en cause « l'injustice des zones »¹⁴⁷, bien souvent, ils furent appuyés en ce sens par les élus locaux. Ces derniers n'hésitaient pas à protester contre cette segmentation

144. L'indicateur a été élaboré selon le rapport entre le prix de vente d'un produit et le salaire horaire net avant une conversion en système sexagésimal.

145. La solution des prix constants a été retenue pour obtenir une grille homogène, sur la base d'échelles de prix et de salaires pratiqués en 1947. AD57, 11W14, *Revue économique et sociale des Hautes-Vosges*, janvier 1948.

146. Le salaire utilisé est le salaire horaire de la première zone de la région parisienne. AD57, 11W14, *Revue économique et sociale des Hautes-Vosges*, janvier 1948.

147. AD57, 151W152, Résolutions de la CGT, 15 avril 1949.

géographique des salaires en dénonçant les conséquences sociales de cette réglementation. En 1957, les conseillers généraux de la Moselle demandent ainsi la disparition totale des zones d'abattement¹⁴⁸.

Maintenir ou supprimer ?

Dès la fin de la guerre, syndicats ouvriers et patronat s'opposèrent sur la question des zones d'abattement de salaires. Pour les premiers, il s'agissait de les supprimer ; pour les seconds, il convenait de les maintenir sinon de les élargir afin de réduire les coûts de production.

Le 14 mai 1945, les syndicalistes de la métallurgie interpellaient conjointement Alexandre Parodi au ministère du Travail, et Marcel Reboursset à la préfecture de Metz, pour leur soumettre leur projet. Comment réduire les injustices liées aux zones d'abattement de salaires ? Ils estimaient qu'il était exagéré d'établir des abattements différents entre les zones de salaire de Metz et son agglomération d'une part, et le bassin sidérurgique d'autre part¹⁴⁹. Condition qui relevait de l'hypothèse d'une différence de coût de la vie qui pencherait en faveur du bassin sidérurgique. De fait, leur demande portait sur l'alignement des paies des ouvriers du bassin sidérurgique sur celles des ouvriers de Metz. En effet, les syndicalistes considéraient que les prix des denrées contingentées ne variaient pas réellement entre Metz et le bassin industriel de l'ouest du département. Au contraire, le coût de la vie pouvait y être moins élevé dans le chef-lieu.

Des exemples sont fréquemment relevés dans les archives et semblent étayer ces propos ; au-delà de leurs aspects anecdotiques, ils soulèvent d'autres problèmes liés aux fluctuations des prix. Ainsi, en 1948, lors d'une séance de la commission d'examen des zones de salaires du département de la Moselle, on indique les prix de vente d'un costume homme en date du 13 février 1948. Le produit était vendu 4 200 francs à Metz, 5 500 francs à Thionville et atteignait le prix de 9 000 francs à Moyeuvre-Grande¹⁵⁰. L'explication retenue pour justifier ces écarts consistait à en imputer la responsabilité aux frais de transport. On considérait qu'ils étaient plus élevés pour atteindre les communes du bassin industriel, et la position excentrée de certaines de ces communes aggravait d'autant plus les difficultés

148. AD57, 628PER1957, *Journal des débats* du Conseil général de la Moselle.

149. AD57, 11W5, Lettre de l'Union des syndicats des ouvriers métallurgistes de la Moselle, 14 mai 1945.

150. AD57, 11W34, Procès-verbal de la commission d'examen des zones de salaire, 15 avril 1948.

d'approvisionnement, alors que la ville de Metz bénéficiait de facilités de transport et de capacités d'approvisionnement plus importantes.

Ce premier élément qui mettait en défaut la conception des zones fut complété par un second argument mis en avant par les syndicalistes. En effet, les milliers d'ouvriers messins qui travaillaient dans les usines sidérurgiques étaient pénalisés en percevant un salaire inférieur à celui qu'ils auraient eu en restant à Metz¹⁵¹. D'autre part, s'ajoutaient à cela, les inévitables frais supportés par ces travailleurs pour se rendre quotidiennement sur leur lieu de travail. Finalement, leur emploi générait un véritable « coût du travail » qui amputait d'autant leur rémunération. Ce paradoxe fut soumis dès la fin de la guerre à l'appréciation de la chambre syndicale de la sidérurgie. Pour y remédier, les organisations ouvrières proposaient le classement du bassin sidérurgique dans la même zone d'abattement que l'agglomération messine¹⁵². Le taux d'abattement des communes concernées serait alors aligné sur celui du chef-lieu. Cette question n'était pas propre à la Moselle, mais se posait en termes identiques pour Nancy et le bassin sidérurgique de Meurthe-et-Moselle.

Les délégations patronales des deux départements acquiescèrent à cette proposition le 2 mars 1945, avant de faire volte-face le 15 mars. Pour les syndicalistes, les délégations patronales voulaient rompre l'équilibre entre les deux zones qui en résulterait car leur homogénéisation entraînerait immédiatement une augmentation des salaires, dans une industrie qui comptait alors plus de 60 000 travailleurs dans les seuls départements de Moselle et Meurthe-et-Moselle¹⁵³. Pour contrer la demande ouvrière, le patronat proposait de glisser les bassins sidérurgiques respectifs dans une zone intermédiaire avec un abattement de 20 %¹⁵⁴. Selon les syndicalistes, le patronat souhaitait une augmentation du taux d'abattement en vigueur à Metz et à Nancy, afin de provoquer inévitablement une baisse générale

151. AD57, 11W39, Cahier de revendications de l'UD des syndicats des ouvriers métallurgistes de la Moselle, janvier 1946.

152. AD57, 11W5, Rapport concernant les zones de salaires prévues par l'arrêté ministériel du 24 avril 1945. Union des syndicats des ouvriers métallurgistes de la Moselle, 14 mai 1945.

153. AD57, 26W265, Population active en 1946, répartition par activité collective et par département.

154. AD57, 11W5, Rapport concernant les zones de salaires prévues par l'arrêté ministériel du 24 avril 1945, Union des syndicats des ouvriers métallurgistes de la Moselle, 14 mai 1945.

des salaires¹⁵⁵. Le découpage en trois zones d'abattement eut raison de ces divergences à la suite des réunions de la commission régionale des salaires intervenues le 31 mai et le 5 juin 1945¹⁵⁶.

L'article 11 de la loi du 20 mai 1946 reprend le principe de l'unification des zones de salaires¹⁵⁷. Pourtant, l'opposition patronale à l'homogénéisation des zones de salaires perdurera. Elle n'était pas spécifique à la grande industrie. On la retrouve exprimée de manière plus virulente dans les propos tenus par J. Claude, délégué patronal, à la séance du 4 novembre 1947 à la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Dié :

« Tous les efforts de la délégation patronale doivent tendre à élargir l'éventail de l'abattement des zones [...] ; puisqu'il faut fixer des minima de salaires [...] il nous paraît indispensable que ces minima soient suffisamment bas. »¹⁵⁸

Les arguments de J. Claude tenaient à la rhétorique de la baisse des coûts de la main-d'œuvre, qui seule pouvait entraîner la survie des entreprises, qui pourraient, alors, dans une relation de cause à effet « faire travailler les salariés et leur éviter le chômage »¹⁵⁹. À l'opposé, les syndicats ouvriers resteront mobilisés pour la remise en cause des zones de salaires jusqu'en 1968¹⁶⁰.

*

Le gouvernement provisoire a maintenu un système de salaires fixés *a priori*. Celui-ci fonctionnait grâce à l'action simultanée d'une hiérarchie professionnelle et d'une distribution géographique des salaires réalisée selon les zones d'abattement. La première agissait comme le fondement de la rémunération, alors que la seconde initiait une territorialité, de telle sorte que cette construction sociale eut des conséquences opposées. En effet, un mécanisme de qualification intervenait avec les échelles salariales en associant le salaire aux capacités professionnelles. À l'inverse, les zones opéraient une *dévalorisation* en comprimant les salaires au motif de

155. AD57, 11W5, Rapport concernant les zones de salaires prévues par l'arrêté ministériel du 24 avril 1945, Union des syndicats des ouvriers métallurgistes de la Moselle, 14 mai 1945.

156. AD57, 11W34, Lettre du préfet de la Moselle, 6 juin 1945.

157. AD57, 11W34, Circulaire SS 12, 14 janvier 1947.

158. AD57, 11W14, Séance du 4 novembre 1947, Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Dié.

159. *Idem*.

160. J.-M. CONRAUD, 1988, p. 227.

traduire les écarts « du coût de la vie » infrarégionaux. En fin de compte, la combinaison *échelles-zones* avait élaboré un territoire qui structurait des divisions sociales plus ou moins accentuées. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que cet espace devint conflictuel car il était alimenté non seulement par les antagonismes sociaux, mais aussi par les inégalités objectives et mesurables consécutives au découpage du pays en zones d'abattement. Avec ces principes de régulation, l'État institutionnalisa les catégories sociales en leur assignant une position précise dans le procès de production et en les territorialisant.

Finalement, le processus qui associait des salaires à des lieux révèle son caractère de phénomène historique. Son évolution restait soumise à la succession de décisions politiques et la présomption d'un lien avec les économies de guerre et de pénurie peut sans doute être établie. Cette perspective permet de comprendre la réorganisation d'une société de *sortie de guerre* à travers le prisme des relations de travail. Si en filigrane apparaît une stratégie de rationalisation, celle-ci n'a pas réussi à établir un fonctionnement équilibré de la relation salaire-prix considérée comme déterminante pour les incessantes hausses des prix que les gouvernements successifs de la IV^e république tentaient de juguler. Si son ajustement se faisait au détriment des salariés, la mise en place d'un salaire minimum devait constituer pour eux un *filet de sécurité*. Avec la libéralisation progressive de l'économie, le législateur y concéda, et c'est avec l'adoption de la loi du 11 février 1950, rétablissant le principe de libre négociation des salaires, que fut instauré le smig (salaire minimum interprofessionnel garanti). Pour Abel Durand, il représentait le « minimum social dû à tout salarié qui apporte son travail dans une entreprise ». Pourtant, il faudra attendre le début des années 1970 pour que ce « minimum social » gagne en homogénéité, après la disparition des zones d'abattement de salaire.

Bibliographie

- ABDELMOUMENE, Abel & FRIOT, Bernard, *Protection sociale et construction de l'emploi en France dans les années cinquante et soixante*, GREE, Université de Nancy 2, 1996.
- ANDOLFATTO, Dominique, « Les héritiers du mouvement ouvrier : CGT et CGT-FO », in Dominique ANDOLFATTO (dir.), *Les syndicats en France*, Paris, La Documentation française, 2013, p. 17-48.
- AURIOL, Vincent, *Journal du Septennat*, Paris, Armand Colin, 1970.
- BACHELIER, Christian, « De la pénurie à la vie chère, l'opinion publique à travers les premiers sondages 1944-1949 », in Dominique VEILLON & Jean-Marie FLONNEAU (dir.), *Le temps des restrictions en France (1939-1949)*, Paris, Les cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, 1996, p. 479-500.

- BAYON, Denis & FROBERT, Ludovic, « Lois ouvrières et réformisme social dans l'œuvre de Paul Pic (1862-1944) », *Le Mouvement social*, 201, 2002, p. 53-80.
- BEAU, Anne-Sophie, *Grand bazar, mode d'emploi*, Thèse de doctorat d'histoire, (dir. Sylvie Schweitzer), Université Lumière, Lyon 2, 2001.
- BÉTHOUART, Bruno, « Les syndicats chrétiens et le repos du dimanche (1887-1964) », *Histoire, économie & société*, 3, 2009, p. 99-108.
- BEVORT, Antoine, « Du catholicisme social au réformisme : CFTC et CFDT », in Dominique ANDOLFATTO (dir.), *Les syndicats en France*, Paris, La Documentation française, 2013, p. 49-79.
- BONNECHÈRE, Michèle, « Les transformations de l'ordre public salarial », Communication au colloque, « *Emplois flexibles, salaires rigides ?* », DARES, Amphithéâtre Pierre Laroque, Paris, 2002, p. 1-29.
- BOURDERON, Roger, « Les grands affrontements sociaux de 1947 », in Claude WILLARD (dir.), *La France ouvrière*, tome 2, 1920-1968, Paris, Les Éditions de l'Atelier-les Éditions Ouvrières, 1995, p. 236 et sq.
- BRUGÈRE, Fabienne, « Sexe, genre et féminisme », *Esprit*, 383, 2012, p. 89-102.
- CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, Folio, 2003.
- CHATRIOT, Alain, « Henri de Peyerimhoff (1871-1953), le "gentleman" du charbon », in Olivier DARD & Gilles RICHARD (dir.), *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX^e siècle*, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'université Paul Verlaine, 2005, p. 45-73.
- CHÉLINI, Michel-Pierre, « Inflation, État et opinion (1944-1952) », *Les notes bleues de Bercy*, 2004, p. 1-9.
- CONRAUD, Jean-Marie, *Militants au travail, CFTC et CFDT dans le mouvement ouvrier lorrain*, Metz, Nancy, Serpenoise, Presses universitaires de Nancy, 1988.
- DELAMOTTE, Yves, « François Sellier, Stratégie de la lutte sociale », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 17 (3), 1962, p. 615-618.
- DEREYMEZ, Jean-William, *Le travail, histoire, perspectives*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1995.
- DIDRY Claude, « Droit, démocratie et liberté au travail dans le système français de relations professionnelles », *Terrains & Travaux*, 14, 2008, p. 127-148.
- DUCHEN, Claire, « Une femme nouvelle pour une France nouvelle ? », *CLIO, Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 28 avril 2013. URL : <http://clio.revues.org/520> ; DOI : 10.4000/clio.52
- DUMEZ, Hervé & JEUNEMAÎTRE, Alain, *Diriger l'économie. L'État et les prix en France 1936-1986*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- ECK, Jean-François, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1996.
- FRIDENSON, Patrick, « Syndicats et réformes en France depuis 1945 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56 (4bis), 2009, p. 75-87.
- FROBERT, Ludovic, « L'influence de l'industrialisme de François Simiand sur son action à la direction du travail, de la législation ouvrière et des assurances sociales, 1919-1920 », *Les Cahiers du comité d'Histoire*, 12, 2010, p. 35-40.

- LABBÉ, Dominique, *Un demi-siècle de syndicalisme en France et dans l'Est*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1998.
- LACROIX-RIZ, Annie, « Un ministre communiste face à la question des salaires : l'action d'Ambroise Croizat de novembre 1945 à mai 1947 », *Le Mouvement social*, 123, 1983, p. 3-44.
- , *Industriels et banquiers sous l'occupation, La collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999.
- LEE, Eddy, « La Déclaration de Philadelphie : rétrospective et prospective », *Revue internationale du travail*, 133 (4), 1994, p. 513-531.
- MACHU, Laure, *Les conventions collectives du Front populaire*, Thèse de doctorat d'histoire, (dir. Catherine Omnès), Université Paris Ouest, 2011.
- MARTIN, Martine, « Ménagère : une profession ? Les dilemmes de l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, n° 140, 1987, p. 89-106.
- MEDDAHI, Bernard, *La Moselle et l'Allemagne 1945-1951*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Raymond Poidevin), Université de Metz, 1979.
- OMNÈS, Catherine, « Emploi et relations professionnelles à la fin des années trente », *Revue économique*, 2, 2000, p. 353-369.
- PAXTON, Robert, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, Points Histoire, [1973] 1997.
- SAGLIO, Jean, « L'ordre salarial en France : la faiblesse du consensus, gage de stabilité », in François Vatin (dir.), *Le salariat : théorie, histoire et formes*, Paris, La Dispute, 2007, p. 187-206.
- , « Critères de rémunération et formes d'équité », colloque « Convention et institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique », Cereq, 2003, p. 16-17.
- , « Hiérarchies salariales et négociations de classifications France 1900-1950 », *Travail et emploi*, 27, 1986, p. 7-19.
- , « Les arrêtés Parodi sur les salaires : un moment de la construction de la place de l'État dans le système de relations professionnelles », *Travail et emploi*, 111, 2007, p. 53-73.
- SARAMITO, Francis, « Le relèvement des salaires, commentaire des arrêtés des 31 décembre 1947 et 19 janvier 1948 », *Droit ouvrier*, 1, avril, 1948.
- SCHAEFFER, Patrick J., *L'Alsace et l'Allemagne de 1945 à 1949*, Metz, Centre de recherches relations internationales de l'université de Metz, 1976.
- SCHIRMANN, Sylvain, « Le réarmement allemand : implications industrielles et sociales (1933-1939) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 47, 1997, p. 21-28.
- SCHWEITZER, Sylvie, « Les enjeux du travail des femmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 75, 2002, p. 21-33.
- SOHN, Anne-Marie, « Féminin et masculin », *Le Mouvement social*, 198, 2002, p. 3-8.
- SUPIOT, Alain, *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil, 2010.
- VIGNA, Xavier, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2012.
- VILLEMER, René, *L'Organisation industrielle*, Paris, ISTR, 1947.
- WIEVIORKA, Olivier & PROCHASSON, Christophe, « Le programme du CNR », *La France du XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, Points histoire, 1994.

WOLFANGER, Dieter, *La nazification de la Lorraine mosellane, 1940-1945*, Sarreguemines, Pierron, 1982.

ZIELINSKI, Bern, « L'exploitation de la main-d'œuvre française par l'Allemagne et la politique de collaboration (1940-1944) », in Bernard GARNIER, Jean QUELLIEN & Françoise PASSERA (dir.), *La main-d'œuvre française exploitée par le III^e Reich*, Actes du colloque international, Centre de recherche d'histoire quantitative, Caen, 2003, p. 47-65.